Rapport de la vérification des comptes 2019 d'Emissions Zéro

EN GENERAL

1. Il nous a été donné accès aux fiches comptables et aux justificatifs par la voie électronique. Il a été répondu à nos questions par mail ou par téléphone. Vu les circonstances, aucune réunion physique n'a été tenue.
2. Nous avons étendu notre documentation aux comptes annuels (publics) déposés à la Banque Nationale par les entreprises liées (MHP, Ochain Energie, Monceau Hydro, COCITER) et par des entreprises citées dans les comptes d'EZ. Malgré qu'ainsi nous ne disposons d'informations qu'avec retard (les derniers comptes visibles sont ceux de 2018) cela nous aide à éclairer certaines choses.
3. Nous avons complété notre documentation avec les notes présentées par le CA à deux AG où d'importantes décisions ont été prises, d'abord en matière de tiers investisseur Photovoltaïque le 21/06/2017, ensuite d'Hydroélectricité le 30/06/2018, afin de nous permettre de mieux situer certaines opérations dans leurs différents contextes.

RAPPORT DE VERIFICATION

- A. Les montants sur les comptes bancaires au 31/12/2019, tels qu'indiqués par le CA d'EZ, c'est-à-dire BELFIUS compte courant 140.884,09 € ; BELFIUS compte épargne 35.029,53 € ; TRIODOS compte courant 136.776,14 € ; TRIODOS compte épargne 336.596 € ont été vérifiés sur les extraits informatiques.
- B. Les notes de frais ont été examinées en détail. En outre un contrôle de l'addition des notes de frais des 2 personnes présentant les récapitulatifs les plus importants a été fait. Pas de remarques. Une forte augmentation est constatée par rapport à l'an dernier ; elle semble justifiée par le développement de projets propres et de projets avec d'autres coopératives.
- C. Diverses autres dépenses et recettes ont été vérifiées. L'objectif était de contrôler si ce nous avons dépensé était pertinent et si nous avons bien reçu ce qui était prévu. Il n'y a pas de remarque.
- D. Nous avons également cherché à savoir si les rendements des activités de production propre (photovoltaïque) sont en ligne avec ce qui avait été promis par le CA le 21/06/2017, soit *une rentabilité des capitaux propres (ROE - Return on Equity) de l'ordre de 6 à 7% par an, en moyenne*. Nous avons tenté de faire cette vérification. Il nous apparaît qu'il y a réellement un boni, mais nous ne pouvons calculer précisément le ROE pour Courcelles (ENTRA est un cas un peu à part). Nous demandons que, pour l'an prochain, le CA présente cette récapitulation recettes/dépenses (avec calcul du ROE) à l'AG dans un objectif de transparence. Et au-delà, d'une plus grande participation des coopérateurs.

Il y a 4 autres remarques. Vu les circonstances elles sont rédigées sous la forme de questions posées au Conseil d'administration.

1. LE PRET SPS

Il a été fait un prêt subordonné (c'est à dire «à risque») d'un montant de 200.000 € à la **Société Anonyme** «Société Photovoltaïque et de Services». Cette dernière fait partie du groupe **Invest Minguet Gestion SA**, Holding immobilière privée très importante. Il s'agit donc d'électricité verte mais non citoyenne. Est-ce que ce prêt entre bien dans l'esprit de la note du 21/06/2017 sur l'activité de tiers-investisseur en matière photovoltaïque ?

2. COCITER

Pour soutenir le développement de COCITER, EZ a versé en 2019 70.000 € de capital supplémentaire (total 150.000 €) et a payé une participation aux frais de gestion d'environ 30.000 € pour 2018 et 2019. Tout cela est bien régulier par rapport aux décisions de l'AG. Toutefois, la participation aux frais de gestion n'est pas en rapport avec le nombre de coopérateurs EZ clients de COCITER (que nous ne connaissons pas). Le partage serait peut-être en rapport avec l'importance des Bilans des coopératives actionnaires de COCITER. Pour plus de transparence, pourrions-nous connaître la clé de répartition de ces frais de gestion et son mécanisme ?

Cela aurait l'avantage complémentaire de nous permettre d'évaluer de combien (dans l'ensemble des déficits cumulés depuis la création de COCITER) nous serions au moins moralement responsables.

3. LA FILIERE HYDROELECTRIQUE

Il nous a été dit à l'AG (note du 30/06/2018) qu'il ne fallait pas s'attendre à une forte rentabilité des centrales hydroélectriques sur la Sambre, celles de l'Ourthe venant compenser. Mais, d'après des informations puisées à la BNB, Monceau Hydro présente des pertes cumulées au 31/12/2018 de 217.264 €. Nous savons que l'été 2018 été très sec, mais l'été 2019 aussi. Et comme les déficits devront bien être apurés un jour pourrions-nous avoir une évaluation de celui de Monceau Hydro au 31/12/2019 ?

4. LA RESERVE INDISPONIBLE

Après l'AGO de l'an dernier et la discussion qu'il y a eue sur la réserve indisponible, je me suis permis d'envoyer une note au CA demandant de prévenir d'éventuels recours. Sans nouvelles, je fais une proposition concrète pour nous mettre en ordre.

Le CA pourrait-il prévoir ce qui sera utilisé (de cette réserve indisponible) dans l'année et demander l'accord de l'AG (par exemple au moment de la présentation du Budget) pour faire sortir en cas de besoin une somme précise de la réserve indisponible en en mentionnant le but ?

Le 24 juillet 2020,
Claude Adam.